# social-syndicats-patronat-entreprises
## FO veut changer les règles du jeu des négociations syndicats/patronat

**Paris, 20 jan 2015 (AFP)** - Négocier en terrain neutre, ne plus négocier la nuit, retirer l'initiative au Medef: Force ouvrière veut changer les règles du jeu des négociations entre syndicats et patronat, révoltée par le déroulement de l'actuelle négociation sur le dialogue social en entreprise.

"La coupe déborde", a lancé Jean-Claude Mailly, le numéro un de FO, en conférence de presse mardi. Selon lui, le "summum du summum" a été atteint lors de la négociation en cours, dont la dernière séance marathon s'est soldée par un échec samedi à l'aube, après deux jours et demi de discussions. Syndicats et patronat doivent se retrouver jeudi matin au siège du Medef.

"Attendre de 18H30 vendredi soir à 6H30 samedi matin un texte qui n'arrivera pas, attendre que M. (Pierre) Gattaz (président du Medef), enfermé dans son bureau, sorte la fumée blanche, des bilatérales qui n'en finissent pas, aucune réunion multilatérale", a-t-il énuméré.

"On ne peut plus continuer comme ça, c'est inacceptable ! C'est du discrédit, c'est un manque de respect, c'est un non respect de la liberté de négociation", s'est-il emporté.

Pour changer la donne, M. Mailly a fait trois propositions aux autres organisations syndicales et patronales, à qui il va adresser une lettre d'ici à mercredi matin. Objectif: "retrouver une méthode saine, normale, démocratique, respectueuse de la négociation".

D'abord, "il ne faut plus que les négociations se passent au Medef, nous voulons un lieu neutre, pourquoi pas le Conseil économique social et environnemental", a-t-il défendu. Le Cese "a les salles et l'infrastructure qui pourraient nous permettre d'accueillir ce type de négociations".

Deuxièmement, "on n'a pas besoin de négocier la nuit, il faut arrêter avec ça", a estimé le syndicaliste, dénonçant "des pressions" du gouvernement pour accélérer les négociations au nom de son calendrier politique.

Troisième point: "Nous trouvons inacceptable que des organisations, dont FO, fassent des projets d'accord complet et que ces projets ne soient jamais examinés en séance plénière", dénonce-t-il. Actuellement, c'est le Medef qui a la prérogative de proposer des textes aux autres organisations syndicales et patronales.

Ces propositions seront-elles entendues? "Je ne vois pas qui pourrait sérieusement s'y opposer", répond M. Mailly.

jah/db/it

**2015/01/20 16:13:13 GMT+01:00**
#336654 DVBP 2076 SQO20 (4) AFP (351 words)